

HSBC : ne mettez pas les forêts indonésiennes à découvert !



Comment HSBC finance la destruction des forêts indonésiennes au profit de l'huile de palme

La banque britannique HSBC est actuellement l'un des principaux prestataires de services financiers pour l'industrie de l'huile de palme¹. Elle a adopté des politiques pour le secteur forestier et pour celui des produits agricoles (avec des sections spécifiques sur l'huile de palme²), et affirme que ces standards « interdisent le financement de la déforestation³ ». Mais un nouveau rapport de Greenpeace montre que HSBC finance de nombreuses entreprises qui détruisent les forêts en Indonésie.

HSBC soutient la destruction et l'exploitation de l'environnement

Malgré ses engagements en faveur du développement durable, HSBC a établi ou maintenu, au cours des dernières années, des liens financiers (notamment via l'octroi ou le montage de prêts) avec des entreprises et des groupes qui travaillent dans l'exploitation de l'huile de palme en Indonésie et dont les activités sont loin d'être durables.

Depuis 2012, HSBC a participé au montage de prêts et d'autres facilités de crédit pour un montant total de 16,3 milliards de dollars, ainsi qu'à la souscription d'obligations à hauteur de près de deux milliards de dollars, en faveur des six entreprises identifiées par Greenpeace dans le rapport « *HSBC : ne mettez pas les forêts indonésiennes à découvert* ». S'il est parfois possible d'avoir accès aux contributions détaillées de chaque prêteur (y compris de HSBC), dans de nombreux cas, ces informations ne sont pas disponibles.

Comme le montrent les études de cas présentées ci-après, non seulement HSBC a mis en place des politiques insuffisantes mais, en outre, elle offre ses services à des sociétés qui ne respectent même pas ses politiques. En entretenant des liens avec certaines sociétés dont les activités figurent parmi les plus destructrices du secteur de l'huile de palme, en plus de courir les risques financiers propres à ce secteur, HSBC met sa réputation en jeu.

Les pratiques inacceptables de ces entreprises étaient connues. Elles ont fait l'objet de plusieurs plaintes auprès de la Table-ronde sur l'huile de palme durable (RSPO), voire de suspension de la RSPO, ont été mises en cause par le gouvernement indonésien concernant les incendies de forêts⁴, et/ou ciblées par de nombreux rapports à charge publiés par des ONG de défense des droits sociaux et environnementaux. Aussi, des mesures de vigilance, même des plus élémentaires, auraient dû alerter HSBC. Ce qui soulève la question suivante : HSBC ne parvient-elle tout simplement pas à appliquer ses politiques, ou n'examine-t-elle pas assez soigneusement la capacité de ses clients, actuels ou potentiels, à respecter ses politiques ?

Résumé des études de cas

BUMITAMA AGRI LTD

HSBC a participé au montage financier de 2 prêts à cette entreprise (le premier en 2012, le second 2013), pour un montant total de 190 millions de dollars.

Au cours des 10 dernières années, Bumitama a rasé plus de 160 000 hectares pour aménager des plantations de palmiers à huile sur l'île de Sumatra et dans la région de Kalimantan⁵, empiétant notamment sur des milliers d'hectares de forêts tropicales, d'habitats d'orangs-outans et de tourbières.

Des ONG ont porté plainte à cinq reprises contre Bumitama auprès de la RSPO depuis 2012, l'accusant d'avoir détruit des forêts abritant des orangs-outans et établi des plantations illégalement, sans les autorisations nécessaires et sans avoir compensé les communautés locales concernées.

En 2012, HSBC a facilité (avec une autre banque) l'introduction en bourse de Bumitama à Singapour. Dans sa brochure⁶, Bumitama évoque des « projets de plantation agressifs » et affirme de contrôler quelque 76 000 hectares en Indonésie (une surface supérieure à celle de Singapour) sur lesquels des plantations ont été aménagées sans que le gouvernement indonésien n'ait accordé à l'entreprise les autorisations ou titres fonciers nécessaires, au mépris de la législation indonésienne relative aux plantations.

GOODHOPE ASIA HOLDINGS LTD

HSBC faisait partie d'un consortium bancaire qui a accordé trois prêts à Goodhope en 2014, pour un montant s'élevant au total à 400 millions de dollars.

Les communautés locales concernées et des ONG ont porté plainte auprès de la RSPO contre Goodhope, l'accusant d'accaparement de terres et de destruction des forêts dans la province de Papouasie. Elle aurait notamment détruit des zones de forêts tropicales, des tourbières ainsi que des exploitations de sagoutiers cultivées par les communautés locales. Les forces de sécurité de l'État utilisées par Goodhope pour surveiller sa plantation PT Nabire Baru se seraient livrées à des actes de violence et d'intimidation à l'encontre des populations locales, en particulier des habitants qui s'opposaient à la plantation.

GROUPE IOI

HSBC était co-chef de fil d'une émission obligataire réalisée en 2012 pour IOI, portant au total sur 600 millions de dollars.

Le groupe IOI est le troisième producteur mondial d'huile de palme. Il détient 31 % de Bumitama Agri Ltd⁷. En 2008, Greenpeace avait déjà dénoncé les activités destructrices d'IOI, notamment la déforestation et le drainage de tourbières dans des zones forestières abritant des orangs-outans⁸.

En 2010, une coalition de 11 ONG a accusé IOI d'avoir détruit des tourbières et des forêts à haute valeur de conservation (HVC) sur ses concessions dans le district de Ketapang, et d'avoir illégalement détruit des forêts situées à l'extérieur de sa concession de PT Berkat Nabati Sejahtera. En 2016, à la suite d'une autre plainte déposée auprès de la RSPO, IOI a été suspendu de cet organisme⁹. En réaction à cette exclusion, plusieurs dizaines d'entreprises, dont Unilever, Nestlé et Kellogg, ont décidé de ne plus s'approvisionner auprès d'IOI¹⁰.

GROUPE NOBLE

Entre 2013 et 2016, HSBC a participé à l'obtention de financements et de crédits pour le groupe Noble, pour un montant total de près de 3,9 milliards de dollars, dont une participation directe d'au moins 90 millions de dollars à un prêt syndiqué d'un milliard de dollars en 2016. HSBC a également joué le rôle de teneur de livre pour une émission obligataire de 400 millions de dollars en faveur du groupe, en 2014.

Le groupe Noble est un producteur et négociant international de matières premières. Sa branche spécialisée dans les plantations a acheté deux concessions de palmiers à huile dans la province indonésienne de Papouasie (la première en 2010, la seconde en 2011), s'étendant sur une surface totale de 70 705 hectares. D'après les données du ministère indonésien des Forêts sur l'occupation des sols, ces terrains étaient principalement couverts de forêts tropicales lorsque Noble en a fait l'acquisition. Cependant, en 2015, près de 15 000 hectares avaient été déboisés au profit de palmiers à huile¹¹. Des populations locales sont opposées à ce développement et ont accusé les activités de déforestation du groupe d'être à l'origine des inondations qui ont détruit leur village en octobre 2014¹². Ces activités de déforestation à grande échelle se sont poursuivies sur l'une des plantations courant 2016.

POSCO DAEWOO CORPORATION

HSBC a participé au montage de six prêts (cinq en 2012 et un en 2013) accordés à plusieurs filiales de POSCO Daewoo pour un montant total de près de 2,4 milliards de dollars, dont une contribution directe d'au moins 269 millions de dollars.

Cette multinationale coréenne n'est pas membre de la RSPO mais possède des plantations de palmiers à huile dans la province indonésienne de Papouasie. Près de 20 000 hectares de forêts primaires et secondaires ont été détruits sur ses concessions depuis 2011, et ce déboisement se poursuivait en 2016. POSCO Daewoo a été accusée d'avoir eu recours à la pratique du brûlis, à la suite de nombreux incendies sur des zones qu'elle avait récemment

déboisées. Des leaders communautaires l'ont accusé de s'être emparé de leurs terres sans avoir indemnisé de façon adéquate les communautés concernées.

GROUPE SALIM /INDOFOOD

HSBC a participé au montage de deux prêts accordés à des entreprises du groupe Salim, pour un montant total de 360 millions de dollars, (le premier en 2013, le second en 2014), dont une contribution directe d'au moins 40 millions de dollars. HSBC a également été co-chef de file et teneur de livre de deux émissions obligataires du groupe (en 2012 puis en 2013), pour un montant total de 800 millions de dollars.

Le groupe Salim est un groupe d'entreprises peu structuré, dirigé par Antoni Salim. Il comprend Indofood, une des plus grosses entreprises indonésiennes du secteur de l'alimentation et de l'agriculture, et la plus grande entreprise privée indonésienne du secteur de l'huile de palme qui ne dispose pas encore de politique visant à éliminer la déforestation, l'exploitation des tourbières, et l'exploitation des travailleurs. Les zones de plantations appartenant à Indofood dans le Kalimantan ont fait l'objet d'opérations massives de destruction des forêts¹³.

En 2013, une ONG de protection des orangs-outans a tiré le signal d'alarme sur les opérations de déforestation dans une plantation du groupe dans le Kalimantan¹⁴. Ses membres avaient enregistré une vidéo montrant des nids d'orangs-outans et, sur d'autres images, des bulldozers déracinant des arbres. La destruction s'est poursuivie et l'ONG avait dû porter secours à plusieurs orangs-outans, dont deux bébés. La plantation a depuis été totalement déboisée.

Indofood a également été accusée de violations graves des droits humains, notamment de recours au travail des enfants et d'abus à l'égard d'employés de ses plantations¹⁵. En septembre 2016, les auditeurs de la RSPO ont confirmé qu'Indofood ne respectait pas le Code du travail indonésien, et notamment qu'elle ne garantissait pas à ses employés le salaire minimum¹⁶.

Réponse de la banque

Lorsque Greenpeace a fait part à HSBC de l'ensemble des allégations contenues dans ce rapport, la banque a refusé de parler de clients spécifiques, affirmant que l'impératif de « confidentialité [l']empêchait de commenter des relations spécifiques¹⁷ ». Dans sa Déclaration sur les changements climatiques d'octobre 2016, HSBC a affirmé avoir « cessé de fournir des services financiers à certains clients (notamment des entreprises d'exploitation forestière) », conformément aux politiques de la banque, sans toutefois nommer ces entreprises¹⁸.

Etant donné ses relations avec des entreprises liées à des atteintes aux droits humains et à l'environnement, HSBC doit expliquer comment elle compte revoir ses politiques existantes pour arriver à une politique Zéro Déforestation¹⁹, ces principes étant devenus la norme dans le secteur. Elle doit être transparente sur les entreprises du secteur de l'huile de palme (et les conglomérats ayant des intérêts dans ce secteur) qu'elle compte parmi ses clients, engager un dialogue avec ces entreprises et fixer une échéance pour qu'elles appliquent une politique Zéro Déforestation qui couvre l'ensemble de leurs activités.

Principes pour des services bancaires, financiers et d'investissement responsables

Dans ce rapport, Greenpeace se penche sur les activités de HSBC, qui est l'une des principales banques finançant le secteur de l'huile de palme. Cependant, HSBC n'est pas la seule institution financière qui entretient des liens avec certaines entreprises aux pratiques destructrices. Les politiques et les activités d'autres banques posent également problème. De récentes recherches effectuées dans le cadre du classement « Forest 500 » montrent que moins d'un cinquième (18 %) des 150 institutions financières évaluées ont adopté des politiques pour protéger les forêts intactes, à haute valeur de conservation (HVC) ou naturelles²⁰.

Quand les banques fournissent des prêts ou d'autres facilités de crédit, les moments où elles peuvent avoir le plus d'influence sur les entreprises d'huile de palme sont avant la conclusion ou au renouvellement de ces services financiers. Les banques concernées devraient adhérer aux principes suivants :

1. Publier des informations détaillées concernant tous les services financiers fournis à des entreprises ou à des filiales de groupes du secteur de l'huile de palme.
2. S'engager à adopter et à appliquer une politique Zéro Déforestation.
3. Veiller à ce que leurs clients existants s'engagent, dans un délai déterminé, à respecter cette politique, et refuser de leur accorder de nouveaux services jusqu'à ce qu'ils s'y soient conformés.
4. Refuser de fournir des financements ou tout autre service à des entreprises qui ne respecteraient pas une telle politique.

Les investisseurs institutionnels ont la possibilité d'influencer les stratégies et comportements des entreprises dans lesquelles ils investissent pour évaluer leur gestion et atténuation des risques. Les investisseurs institutionnels détenant des participations dans ces entreprises doivent donc adopter les principes suivants :

1. Publier des informations détaillées sur toutes les participations et titres à revenu fixe qu'ils détiennent dans des entreprises ou filiales de groupes du secteur de l'huile de palme
2. S'engager à adopter et à appliquer une politique Zéro Déforestation pour tous nouveaux investissements.
3. Veiller à ce que les entreprises déjà dans leur portefeuille se mettent en conformité avec cette politique dans des délais déterminés.
4. Se désinvestir des entreprises qui ne respecteraient pas cette politique.

Publié en janvier 2017 par Greenpeace International,
Ottho Heldringstraat 5 1066 AZ, Amsterdam, Pays-Bas

¹ Les chiffres globaux ne sont pas disponibles, mais dans une récente étude portant sur 25 entreprises de secteur de l'huile de palme, HSBC a été identifiée comme étant le principal prêteur de ces entreprises pour la période 2009-2013. Source : Winarni et van Gelder (2014), p. 15.

² HSBC (2014a, 2014b)

³ HSBC (2016c) p3

⁴ MoEF (2015b)

⁵ Bumitama Agri Ltd (2016a) p10

⁶ Id.

⁷ IOI Group (2015a) p254

⁸ Greenpeace International (2008)

⁹ RSPO (2016e)

¹⁰ Burrows (2016)

¹¹ Noble Group (2015a)

¹² Suara Papua (2014)

¹³ IndoAgri (2016) p19

¹⁴ Centre for Orangutan Protection (2013)

¹⁵ OPPUK, Rainforest Action Network and International Labor Relations Forum (2016)

¹⁶ Accreditation Services International (2016)

¹⁷ Lettre de la HSBC à Greenpeace datée du 11 janvier 2017.

¹⁸ HSBC (2016c) p2

¹⁹ Un engagement Zéro Déforestation comprend des éléments environnementaux (comme la protection des zones stockant beaucoup de carbone, des tourbières ou des zones comprenant des espèces en danger) mais aussi sociaux (respect des droits des populations locales, des travailleurs-ses).

²⁰ Global Canopy Programme (2016b) p9